

5- Les politiques du handicap en France

Handicap et citoyenneté – Anne Revillard

Objectifs de la séance

- Repères factuels sur l'histoire des politiques du handicap en France
- Réflexion sur la nature des politiques du handicap
 - Entre la sédimentation de dispositifs impulsés par des acteurs divers, dans différents domaines et visant différents types de déficiences...
 - ... Et l'effort de définition d'une politique d'ensemble (1975, 2005)
- Quelle(s) orientation(s)? Retour sur les critiques onusiennes (cf chapitre 4)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Plusieurs filiations:

- Politiques sociales (charité → droits sociaux assistanciers et assuranciers)
- Politiques éducatives
- Politiques de réadaptation
- Politiques de l'emploi

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Politiques sociales

A partir du Moyen-âge, une politique **d'assistance** (Castel, 1995; Stiker, 2013; Ville, Ravaud et Fillion, 2014):

- Vise les « pauvres méritants », définis par leur inaptitude au travail
- D'abord prise en charge par l'Eglise, relayée par des initiatives municipales
- De la charité au « grand enfermement » (XVIIème siècle) (Foucault, 1961): Hôpitaux généraux, Quinze-Vingts, Invalides...

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Politiques sociales

A partir de la fin du XIXème siècle, l'essor des droits sociaux

- Loi de 1898 sur les accidents du travail (Ewald, 1986; de Blic, 2008)
- Loi de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources
- Loi de 1919 sur les pensions dues aux mutilés de guerre
- 1945 intégration du risque invalidité dans le régime général de la Sécurité sociale
- 1971 création de l'allocation aux handicapés adultes (AHA, devient AAH en 1975)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Politiques éducatives

- Les Lumières et l'idée « d'éducabilité » des sourds et aveugles
 - Institut des Sourds-Muets créé par l'Abbé de l'Epée en 1760
 - « Ecole gratuite des Aveugles-nés » créée par Valentin Haüy en 1785
 - Une éducation dispensée selon le régime de la « faveur » plutôt que du droit (Buton, 2009)
- L'essor de « l'éducation spécialisée » visant « l'enfance inadaptée », à partir du début du XXème siècle
 - Création en 1909 des « classes de perfectionnement » (Muel, 1979)
 - Essor du secteur « médico-social » → une logique ségrégative (Chauvière, 2009)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Politiques de réadaptation (Stiker, 2013)

- Dans le prolongement de la Première guerre mondiale: réadaptation fonctionnelle et professionnelle des mutilés de guerre
- Maladies chroniques (TB, polio) → sanatoriums, centres de réadaptation

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Politiques de l'emploi

- Réadaptation professionnelle → remise en cause de l'hypothèse préalable d'inaptitude au travail
- Contexte 1^{ère} GM → lois de 1916, 1923 et 1924 → quotas en faveur de l'emploi des « mutilés de guerre » dans les secteurs publics et privés
- Loi de 1957 sur le « reclassement professionnel des travailleurs handicapés » (1^{ère} occurrence du terme « handicap » dans l'intitulé d'une loi)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Politiques de l'emploi - Loi de 1957:

- TH = « toute personne dont les possibilités d'acquérir ou de conserver un emploi sont effectivement réduites par suite d'une insuffisance ou d'une diminution de ses capacités physiques ou mentales » (art. 1er)
- Reconnaissance de cette qualité de travailleur handicapé dévolue à la Commission départementale d'orientation des infirmes (CDOI)
- « Priorité d'emploi » aux travailleurs handicapés, dans les secteurs publics et privés, à hauteur de 10%. Simple obligation de procédure → peu d'effets
- Parallèlement, consécration du secteur du « travail protégé » : Centres d'aide par le travail (CAT) et ateliers protégés (AP)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Définir une politique d'ensemble : les lois de 1975 et 2005

- **Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975**
- Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Lecture de l'article 1 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 (Doc. 5.1)

- Quels éléments de définition du handicap?
- Quelle orientation générale pour cette politique?
- Qui est « la nation » concernée par « l'obligation nationale » décrétée au premier paragraphe?
- Commentaires libres

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975

- Consacre le terme de « handicap »
- Une politique d'ensemble: pose de façon globale la question de la place des personnes handicapées dans la société, en parlant « d'obligation nationale » à leur égard
- Promotion de l'intégration en milieu ordinaire, mais renforcement parallèle de la séparation via le développement du secteur médico-social (loi du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales)
- Principaux domaines concernés: éducation, emploi, minima sociaux
- Émergence (discrète) du thème de l'accessibilité

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975

- L'institution d'un secteur d'action publique (Comité interministériel, Conseil national consultatif des personnes handicapées – CNCPH)
- Une politique administrée au niveau départemental:
 - Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel (COTOREP)
 - Commission départementale de l'éducation spéciale (CDES)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Définir une politique d'ensemble : les lois de 1975 et 2005

- Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975
- **Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005**

Les politiques du handicap en France : repères historiques

Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 - Lecture d'un extrait de l'exposé des motifs (doc. 5.2)

- Quels principes communs avec la loi de 1975?
- Quels principes nouveaux?
- Commentaires libres

Les politiques du handicap en France : repères historiques

La loi du 11 février 2005

- Une définition précise du handicap (→ en pratique, extension du périmètre)

« Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant »

Les politiques du handicap en France : repères historiques

La loi du 11 février 2005

- Valorisation des principes d'accessibilité et de non-discrimination
 - Dans l'éducation: scolarisation en milieu ordinaire
 - En emploi: non-discrimination incluant des « mesures appropriées »
 - Accessibilité du cadre bâti et des transports (échéance de mise en accessibilité sous 10 ans)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

La loi du 11 février 2005

- Valorisation des principes d'accessibilité et de non-discrimination...
- ... Sans remise en cause des structures spécialisées
 - Maintien des structures éducatives spécialisées
 - Maintien du travail protégé
 - Maintien des transports spécialisés...

Les politiques du handicap en France : repères historiques

La loi du 11 février 2005

- Instauration d'un **droit à la compensation** → Création de la prestation de compensation du handicap (PCH)
 - Un droit « universel »: sans condition de ressources
 - Financement des aides techniques, humaines, animalières, d'aménagement du logement ou de transport
 - En fonction des besoins individuels: « plan personnalisé de compensation » (PPC) fondé sur le « projet de vie » de la personne
 - Rend notamment possible la vie en logement autonome pour des personnes ayant besoin d'une aide humaine H24 (Beyrie, 2015)

Les politiques du handicap en France : repères historiques

La loi du 11 février 2005

- L'administration de la politique du handicap au quotidien: la création des **Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH)**
 - Remplacent COTOREP et CDES (notion de « guichet unique »)
 - Définissent l'éligibilité des individus aux droits sociaux, leur orientation vers des structures spécialisées
 - Logique d'individualisation des politiques sociales : valorisation du « projet de vie » de l'individu
 - Valorisation de la participation des usagers

Le suivi de l'application de la CDPH en France

Travail sur les observations préliminaires de la rapporteure spéciale de l'ONU, Catalina Devandas-Aguilar, suite à sa visite en France, du 3 au 13 octobre 2017 (Document 4.2)

- En quoi retrouve-t-on dans cet extrait les deux modèles de politique identifiés au début de ce chapitre?
- Quel est le désaccord de fond pointé par la rapporteure?
- Commentaires libres

Orientations bibliographiques

BARRAL C., PATERSON F., STIKER H.-J., CHAUVIÈRE M., 2000, *L'institution du handicap. Le rôle des associations, XIXème-XXème siècles*, Rennes, PUR.

BAUDOT P.-Y., 2016, « Le handicap comme catégorie administrative. Instrumentation de l'action publique et délimitation d'une population », *Revue française des affaires sociales*, 4, p. 63-87.

BAUDOT P.-Y., 2018, « Layering Rights: The Case of Disability Policies in France (2006-2016) », *Social policy and society*, 17, 1, p. 117-131.

BEYRIE A., 2015, *Vivre avec le handicap. L'expérience de l'incapacité motrice majeure*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes/ Le Sens social.

BLIC D. DE, 2008, « De la Fédération des mutilés du travail à la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés. Une longue mobilisation pour une « juste et légitime réparation » des accidents du travail et des maladies professionnelles », *Revue française des affaires sociales*, 2-3, p. 119-140.

BUTON F., 2009, *L'administration des faveurs: L'État, les sourds et les aveugles (1789-1885)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.

CHAUVIÈRE M., 2009, *Enfance inadaptée. L'héritage de Vichy*, Paris, L'Harmattan.

EWALD F., 1986, *L'Etat providence*, Paris, Grasset.

FOUCAULT M., 1961, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard.

Orientations bibliographiques (suite)

MUEL F., 1975, « L'école obligatoire et l'invention de l'enfance anormale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1, 1, p. 60-74. CHAUVIÈRE M., 2009, *Enfance inadaptée. L'héritage de Vichy*, Paris, L'Harmattan.

PERRIER G., 2013, « « Mettre l'usager au cœur du dispositif » ? Regards croisés sur quatre maisons départementales des personnes handicapées », *terrains & travaux*, 23, p. 93-112.

STIKER H.-J., 2013, *Corps infirmes et sociétés*, Paris, Dunod.

VILLE I., RAVAUD J.-F., FILLION E., 2014, *Introduction à la sociologie du handicap*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur/Ouvertures politiques.

WINANCE M., VILLE I., RAVAUD J.-F., 2007, « Disability Policies in France: Changes and Tensions between the Category-based, Universalist and Personalized Approaches », *Scandinavian Journal of Disability Research*, 9, 3-4, p. 160-181.